

# Que faire?

Le nouveau livre de l'historienne Annie Lacroix-Riz montre comment une partie de l'élite économique française a profité de la montée des totalitarismes et de la guerre au nom d'arguments qui préfigurent ceux d'aujourd'hui.

POUR TIRER LES LEÇONS DE LA COLLABORATION



PATRICK NUSSBAUM

## Étudier et dénoncer l'attitude des patrons pendant l'Occupation

ANNIE LACROIX-RIZ, PROFESSEURE ÉMÉRITE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, UNIVERSITÉ PARIS-VII.

En 1922, la Haute Banque internationale, France incluse, régla la question de la dette extérieure de l'Italie, garantie par l'installation de Mussolini. En France, douze délégués de la Haute Banque et des Comités des forges et des houillères, hantés par le cauchemar bolchevique et la crise d'après-guerre, fondèrent une société secrète, la « synarchie », ayant pour but de détruire la République, trop débonnaire: le fascisme libérerait leurs profits en interdisant aux dominés toute défense via les syndicats, partis, Parlement, etc. La rationalisation-concentration économique vit fleurir l'« assainissement financier » de Poincaré, homme des Wendel, et un plan de putsch (Lyautey, 1926-1928). Le grand capital, qui avait requis Versailles et sa « politique d'exécution », se résigna aux plans américains Dawes (1924) puis Young (1929), liquidant les réparations et impliquant la réconciliation franco-allemande. Désormais intangible, l'apaisement extérieur, consacré par la fondation à Bâle de la Banque des règlements internationaux (1930) – club de grandes banques centrales encore actif aujourd'hui et ancêtre du FMI –, dicta l'avenir de la France.

### Grand capital, crise, profit et guerre sociale

Le Reich devint son plus gros client et emprunteur: nul emprunt bancaire ne rapporta à la Haute Banque autant que ceux qu'il contracta à flots continus depuis 1924; ses besoins en matières premières pour le réarmement « clandestin » en vue de la

revanche – au vu et au su de Paris depuis 1919 – assurèrent aux grands groupes des débouchés rentables. Les cartels ressurgirent, ceux de l'acier, créés en 1926 avec la première mouture du comité France-Allemagne de l'ère hitlérienne (1935), et de la chimie (1927). La seconde crise systémique du capitalisme dicta une solution « européenne » à direction allemande contre la concurrence anglo-américaine: en février 1935, à Berlin, Louis Renault appela Hitler à bâtir un cartel de l'automobile, car « une guerre économique entre la France et l'Allemagne n'aurait d'avantages que pour l'Angleterre et l'Amérique ».

Louis Renault, en 1939-1940: « La défense nationale, je m'en fous. Je veux des voitures qui paient. »

On noua de discrètes associations de capitaux en havre fiscal neutre, surtout en Suisse. L'alliance était déjà si avancée que, quand le Reich conquit en 1938, avec l'aval des vainqueurs de 1918, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, le capital français, qui s'y était taillé des positions fortes ou hégémoniques, lui céda ses titres bancaires et industriels, opération effectuée en pleine aryanisation dans le (déjà grand) Reich. Ainsi Eugène Schneider, « roi » de la Tchécoslovaquie depuis sa naissance (1918) et artisan majeur de sa liquidation munichoise, vendit-il en décembre 1938 à Krupp, via la Dresdner Bank, son trésor Skoda, que la crise avait transformé en « boulet ». Origine de la politique Bonnet dite des « mains libres » (pour le Reich) à l'Est.

L'Italie servait depuis 1922 de modèle salarial. Avec la crise, le Reich, champion de la casse des salaires dès l'ère Brüning (1930-1932), et plus encore depuis 1933, s'imposa en guide suprême. Le plan synarchique français de dictature, qu'André François-Poncet, homme du Comité des forges et ambassadeur à Berlin, annonça à Hitler fin 1933, reçut en 1934 sa forme définitive Pétain-Laval. Ses auteurs rêvaient premièrement de disposer de leurs ouvriers 16 heures par jour pour des salaires réels effondrés et deuxièmement de concentrer leur capital avec une diversité de voies et une célérité inouïes. Depuis 1936, ils en appelaient ouvertement à leur tuteur: « Vivement

qu'Hitler vienne mettre de l'ordre dans la maison! » répétait l'imprimeur Georges Lang depuis 1937 à son personnel. À l'ère du « Munich intérieur » (automne 1938), la Confédération générale du patronat français (CGPF), dont les chefs et leurs descendants dirigèrent ensuite le CNPF et le MEDEF, intensifia la répression, en collaboration routinière avec la police. Sans renoncer aux services rendus par le syndicalisme « modéré » contre les « unitaires » combattifs: René Belin, second et successeur désigné du secrétaire général « confédéré » de la CGT Léon Jouhaux, et sa tendance, Syndicats, la plus anticommuniste, pronazie en sus, s'acquirent par là des prébendes que la défaite amplifierait. Avec la guerre intérieure avait contrasté le

sabotage patronal notoire du réarmement, alors que le Reich, lui, préparait activement l'assaut contre l'Ouest autant que contre l'Est. Louis Renault clamait à Boulogne-Billancourt en pleine « drôle de guerre » : « La défense nationale, je m'en fous. Ce que je veux, ce sont (...) des voitures qui paient. »

## L'Occupation, paradis « européen » du grand capital français

Les grands synarques, quelques dizaines en 1940 – cœur des 200 familles (premières actionnaires de la Banque de France) maîtresses de tous les régimes –, régnaient via leurs lieutenants, hauts fonctionnaires (d'Yves Bouthillier à Maurice Couve de Murville, futur « gaulliste » de juin 1943) ou dirigeants de leurs sociétés. Dotés de postes étatiques décisifs, plus que jamais depuis 1936, nombre de ces grands commis devinrent ministres grâce à l'invasion allemande et au putsch de Vichy consécutif : ils occupèrent tous les postes économiques, Finances, Production industrielle (PI), Communications (PTT et Transports), Agriculture, sans préjudice des autres : l'Intérieur, clé du combat social, échut en juillet 1941 au ministre de la PI, Pierre Pucheu, chef du Comptoir sidérurgique et de Japy (firme 100 % banque Worms). Ils édifièrent les structures grâce auxquelles le Reich put ratisser l'économie française et leurs mandants la concentrer drastiquement à leur profit, au premier chef les « lois » des 16 août et 10 septembre 1940 : ces décrets créant les comités d'organisation (CO) puis l'Office central de répartition des produits industriels (OCRPI) furent signés par René Belin, depuis juillet, le ministre potiche de la PI et du Travail, qui « signa » aussi celui supprimant les centrales syndicales, dont la sienne (10 novembre 1940). C'était l'œuvre de son directeur de cabinet, Jacques Barnaud, son bailleur de fonds depuis plusieurs années, directeur général de la banque Worms, pivot de la synarchie : les liens d'avant-guerre de sa banque avec ses homologues allemands, dont Göring, porte-parole de l'industrie lourde à Berlin, s'affichèrent par sa nomination de « délégué général aux relations économiques franco-allemandes » (février 1941-mars 1943), ministère taillé sur mesure. Lui et ses pairs fabriquèrent la Charte du travail d'octobre 1941, « machine de guerre dirigée contre le mouvement ouvrier » (Robert Paxton), toujours avec le paraphe de Belin.

L'Occupation porta donc à l'apogée la collaboration antérieure. Pendant quatre ans, le Reich pillait la France mais enrichit le noyau dur de son capital financier plus que tous les aigrefins. Le contribuable finança tout, réglant les frais d'occupation, 400 millions de francs par jour, 500 à partir de novembre 1942, et le clearing, faux « échange » commercial, dont la France versa près de la moitié du total de

l'Europe occupée. La Banque de France avait, sous prétexte de maintenir la valeur du franc contre l'hydre inflationniste, toujours proscrit la moindre hausse de salaires aux gouvernements, qui dépendaient de ses « avances ». Elle assura jusqu'au bout à Vichy celle des frais d'occupation (et fit bien davantage).

Les partenaires commerciaux avaient depuis l'été 1940 prorogé les contrats commerciaux privés ou en avaient signé de nouveaux : bauxite, minerai de fer, peaux de lapin, pots de chambre, textile, chaussures, moyens de transports, SNCF et automobile en tête. Louis Renault et ses pairs renoncèrent de bon cœur aux « voitures qui rapportent » au profit des camions du front de l'Est, avions, obus, chars,

## La Charte du travail d'octobre 1941 est « une machine de guerre dirigée contre le mouvement ouvrier ».

entiers ou en pièces – Renault accepta le 1<sup>er</sup> août 1940 de « réparer » les chars allemands après avoir proscrit les chars français, etc. Le Reich absorba souvent 100 % de la production, luxe compris. La complète garantie d'État donna des ailes au financement bancaire privé. On renouvela les cartels, la défaite française grossissant la part allemande, et on en créa : François Lehideux, directeur général et chef des syndicats jaunes des usines Renault de son oncle, directeur de firmes de la banque Worms, fut nommé le 1<sup>er</sup> octobre 1940 (jusqu'à fin août 1944) « directeur responsable » du CO de l'automobile, le premier créé. Successeur à la PI, de juillet 1941 à avril 1942, de son ami Pucheu (lui-même ancien président du CO des industries mécaniques), il fonda à Berlin le Comité européen de l'automobile (novembre 1940-mars 1941), que présida Adolf von Schell, chef de l'automobile allemande. Les groupes financiers cédèrent en 1940-1941 à leurs partenaires allemands leurs trésors d'Europe occupée de propriété « aryenne » ou « juive » pour des montants fabuleux : 35 fois le cours de l'action pour les mines de Bor yougoslaves, en franchise fiscale. On arianisa de concert, aspect inédit de la vieille collaboration, avec un allant que partagea la Banque de France en 1941-1942. On bâtit dès l'automne 1940 des sociétés mixtes dont IG Farben fut le symbole, avec entre autres Francolor, fruit de son union avec Kuhlmann (à 51-49 % du capital). Elles se nichèrent volontiers, depuis la « mort » du Blitzkrieg en URSS, dans le havre suisse si apprécié naguère, notamment du groupe Gillet-Rhône-Poulenc, garantie de survie à toute issue du conflit. L'occupant aida ces géants à se débarrasser des concurrents, pas seulement juifs. Le petit capital « aryen » paya chèrement le règne des CO, qui acceptèrent en secret dès 1941-1942 l'exigence allemande d'augmenter la durée légale du travail et de fermer les entreprises

« inutiles » (au Reich) : c'était le préalable à l'envoi au travail forcé dans le Reich de la main-d'œuvre « excédentaire » de la « relève » puis du STO, patrons dépossédés parfois inclus. La poigne allemande aida à verrouiller le salaire malgré l'envol des prix, ce qui entraîna la chute de 50 % du revenu réel des ouvriers et employés. L'apport policier allemand démultiplia l'efficacité de la collaboration avec la police française : des archives de la SNCF relatives à la chasse aux communistes sauvées du vidage de 1943-1944 démontrent que la maximisation du profit avait mué les « techniciens » en « hommes de sang » (Pucheu, selon le journaliste Pertinax). Ce ne sont pas des auxiliaires sadiques qui organisèrent dans les plus menus détails, en

compagnie policière franco-allemande, « l'extermination des cadres du mouvement ouvrier » (Fernand Grenier à Pucheu, au procès d'Alger de mars 1944), mais la tête de la SNCF et du ministère des Communications, issue des grands réseaux privés, liée à leurs chefs comme avant la « nationalisation » de 1937. Elle agit de septembre 1940 à août 1944 sous la présidence de Pierre-Eugène Fournier, gouverneur de la Banque de France de juillet 1937 à septembre 1940. Il avait condamné à mort la République espagnole en bloquant l'or de sa Banque nationale confié à la France en 1931, puis l'avait livré en juillet 1939 à Franco (pressé par le Reich, fournisseur d'armes, de les payer) après avoir couvert, dans le cadre de la BRI, la remise à la Reichsbank de l'or des banques nationales autrichienne (mars 1938) puis tchèque (mars 1939). De décembre 1940 à mars 1941, Fournier dirigea le Commissariat général aux questions juives naissant. Ce parcours, banal, complèterait utilement le récent « Dictionnaire historique des patrons français » (1) supposés « gestionnaires ». ★

(1) Présentation du livre à l'adresse suivante : <http://afhe.ehess.fr/document.php?id=1568>



**POUR SUIVRE LE DÉBAT**  
« Industriels et banquiers français sous l'Occupation », Paris, Armand Colin, août 2013.

« Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930 », Paris, A. Colin, 2010.

Annie Lacroix-Riz sera à la Fête de l'Humanité, dimanche 15 septembre, à 12 heures au village du livre, pour dédicacer son livre et débattre.